N° 106 / Mars 2017 1,5 € (soutien 2 €) lct.cwb@gmail.com / www.lct-cwb.be / www.litci.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » **(K.Marx)**



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

DUMP TRUMP

LOVE TRUMPS HATE!

p.5



CATERPILLAR : UNE FERMETURE SILENCIEUSE...

p.8

En Belgique, comme ailleurs dans le monde, il est temps de passer à l'offensive !

Durant les premiers mois de l'année, Donald Trump a montré, pas seulement par ses discours, mais aussi par ses actes, que l'impérialisme dominant a choisi la manière forte pour faire payer la crise à notre classe. Et cette attaque brutale touche surtout les secteurs les plus opprimés : les femmes, les migrants et toutes les minorités. En France, on observe également la même arrogance des représentants de la bourgeoisie. Plongé dans un scandale de corruption, Fillon avance, soutenu par ses pairs. Il est soutenu, car il représente en France cette politique agressive qui promet d'attaquer durement nos conditions de travail et de diviser les travailleurs avec un discours ouvertement raciste.

On le voit bien, l'Europe n'est pas cet îlot démocratique face au méchant Trump et aux Etats-Unis. Il n'y a qu'à voir comment le CETA a été signé malgré les mobilisations, les pétitions massives et les promesses des politiciens « de gauche ». N'est-ce pas, monsieur Magnette ?

Mais ces six derniers mois, en Pologne, en Roumanie, en Espagne, aux Etats-Unis, mais aussi en Amérique latine et en Asie, notre classe s'est mobilisée massivement contre cette offensive brutale de la bourgeoisie internationale. Car même si cette dernière a opéré des changements de politique, comme le récent repli nationaliste de l'impérialisme, son offensive contre nos droits, elle, ne change pas.

Les travailleurs de Caterpillar en savent quelque chose. Trahis par leurs directions syndicales, ils ont dû se résigner à accepter les primes fixées par la multinationale pour que ses patrons et actionnaires puissent continuer à mener la grande vie. Et nos représentants syndicaux ont dernièrement accepté un accord interprofessionnel honteux qui bloque nos salaires durant deux ans alors que l'inflation en Belgique est une des plus hautes d'Europe !

Si le fatalisme est ressassé par les médias et même par nos hautes directions syndicales, un tout autre exemple nous a été donné par la combativité des femmes travailleuses qui sont descendues dans la rue, ce 8 mars, partout dans le monde, pour combattre les violences de ce système capitaliste et pour construire un monde plus juste. Suivons leur exemple, car nous savons que, tout comme nous l'ont bien montré les femmes russes en 1917, l'entrée en action décidée de notre classe, unie, peut ouvrir la voie à un changement révolutionnaire. ■

LIT-QI

La Ligue Internationale des Travailleurs- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles

Mieux nous réprimer et nous diviser pour mieux nous appauvrir : mobilisons-nous contre les oppressions et l'exploitation.

Ces derniers mois, on assiste à un durcissement du discours et des mesures agressives des différents gouvernements au cœur de l'impérialisme. Cela commence par Donald Trump, qui approfondit les divisions dans nos rangs : attaque contre les droits des femmes avec ses politiques machistes, attaques contre les droits des immigrés avec ses politiques racistes. On observe la même chose en Europe. En France, un parti comme le Front National sera probablement au second tour des élections présidentielles et la droite « classique » se radicalise d'autant plus. La violence barbare de la police française, qui viole un jeune de 22 ans lors d'une ratonade régulière dans les banlieues est un symptôme inquiétant, mais malheureusement dramatiquement banal, de l'évolution de nos « démocraties ». En Pologne, le gouvernement attaque le droit à l'avortement, en Roumanie ils veulent dépénaliser la corruption…

Ces attaques violentes vont bien sûr de pair avec la destruction progressive de l'ensemble de nos acquis sociaux et de nos droits. L'offensive de la bourgeoisie contre notre classe est à la hauteur de la gravité de la crise permanente du système capitaliste : diminution des salaires, licenciements collectifs, destruction des services publics, augmentation de l'âge de la pension… Pourtant, ce n'est pas la crise pour tout le monde, et les riches sont chaque fois plus riches. Effectivement, de l'argent, il y en a, mais moins qu'avant. Le système atteint ses limites de production, et si les capitalistes veulent continuer à faire du profit, ils doivent prendre de l'argent chez les travailleurs. AB Inbev par exemple, multinationale belgo-brésilienne, a vu son bénéfice net diminuer presque de moitié. Leur taux de profit chute donc, et ils doivent, pour maintenir leur train de vie, allez chercher l'argent dans les poches des travailleurs. Il faut en licencier une partie, moins les payer, pouvoir engager des « sans papiers » pour des salaires de misères, privatiser les services publics pour ouvrir de nouveaux marchés.

Et pour faire cela tout cela, il faut aussi durcir l'appareil répressif pour mater la contestation ; il faut développer les divisions, le racisme, le sexisme, pour exacerber la concurrence entre travailleurs.

Mais, aux Etats-Unis comme en Europe, les peuples ne se laissent pas faire. L'élection de Trump a donné un coup d'accélérateur à des réactions populaires face aux politiques répressives : le mouvement pour la dépénalisation de l'avortement en Pologne, le mouvement *Black Lives Matter* aux Etats-Unis, les manifestations en Roumanie, ou, ici en Belgique, la manifestation contre la levée du secret professionnel.



La bourgeoisie belge également à l'offensive

Et en Belgique ? En tant que pays impérialiste au cœur de l'Europe, la bourgeoisie belge fait face au même problème : imposer ses mesures d'austérité et durcir sa politique sécuritaire, mais sans créer de grands mouvements de révolte. Et des raisons de se révolter, il y en a de plus en plus.

Prenons la politique criminelle contre les travailleurs sans papiers, surexploités sur des chantiers, comme celui de la STIB, sans droits, et qui risquent à tout moment d'être arrêtés et expulsés. Les expulsions, c'est la priorité de Théo Francken, qui suit à la lettre les recommandations de l'Europe, comme en témoigne le cas de ce jeune basketteur bruxellois, qui vit pourtant depuis 10 ans en Belgique, ou ces centaines de personnes enfermées dans des conditions inhumaines en attente d'une expulsion. Ce ministre n'est pas « un méchant de la N-VA », mais un bon représentant de la bourgeoisie belge et européenne. Particulièrement efficace à ce point de vue, il s'acharne littéralement contre les réfugiés en refusant d'octroyer des visas à des réfugiés de guerre, et il modifie même la loi pour empêcher les avocats d'introduire des recours contre ses décisions racistes ! Encore une fois, il suit la politique raciste de l'Europe qui demande de raccourcir les procédures.

Prenons maintenant les conséquences des mesures d'austérité. La limitation de l'augmentation des salaires et les politiques de flexibilisation du marché du travail créent de plus en plus de travailleurs pauvres. En effet, les prix augmentent et notre salaire ne suit

pas, car l'index-santé, quand il n'est pas « sauté » ou « gelé », ne reflète pas l'augmentation des principales dépenses, comme l'énergie par exemple.

Les résultats de ces mesures sont l'augmentation progressive de la pauvreté en Belgique : 30 % des enfants vivent dans une famille pauvre. Selon l'Unicef, cela fait de la Belgique un pays avec « un des taux de pauvreté infantile les plus élevés d'Europe ».[1] Selon une étude récente, ce chiffre est de 43 % à Bruxelles ![2]

Que font nos syndicats ?

Nos syndicats ont un pouvoir de mobilisation impressionnant : 3, 4 millions d'affiliés ! Mais que font-ils de ce pouvoir sur le terrain ? Ce n'est pas un problème d'analyse : comme nous, ils sont bien conscients que l'objectif du gouvernement est de « *démanteler la sécurité sociale et tout l'édifice de solidarité construit par les travailleurs*. »[3] Au lieu d'empêcher ce drame, ils collaborent à son application. En effet, l'Accord Interprofessionnel (AIP) bloque l'augmentation des salaires pour deux ans à 1,1 %. Un pourcentage entre 0,9 et 1,2 % était recommandé par le Conseil Central de l'Economie, et les syndicats l'ont docilement accepté. Pour cacher cette nouvelle trahison honteuse envers l'ensemble de la classe des travailleurs, Tamelini évoque « *qu'on ne savait pas aller plus loin de part et d'autre. La marge salariale est faible, mais c'était le maximum qu'on pouvait avoir en fonction des chiffres du Conseil Central de l'Economie*. »[4]

Evidement que les patrons et le gouvernement ne voudront pas accepter plus s'ils n'y sont pas contraints ! Ils défendent leur intérêt, celui de la bourgeoisie. Et le notre, qui le défend ? Certainement pas nos directions syndicales en tout cas ! En effet, ils collaborent avec le patronat dans le groupe des 10 pour « arriver à un accord », qui sera TOUJOURS, dans ces conditions, favorable aux patrons. Car, sans lutter frontalement pour défendre nos intérêts, irrémédiablement opposés à ceux des patrons, les syndicats ne font qu'aider la bourgeoisie à appauvrir les travailleurs.

Et les partis de gauche ?

Malheureusement, les partis de gauche tel que le PS, Ecolo ou le PTB ne font rien d'autre que de préparer les élections communales et provinciales de 2018. En pleine offensive du gouvernement sur nos droits, avec une situation où les licenciements collectifs condamnent des familles entières à la précarité, Raoul Hedebouw est invité à la RTBF. Et de quoi parle-t-il ? De la lutte nécessaire à Caterpillar pour empêcher la fermeture ? De la nécessité d'une grève générale au finish ? Non. Il parle de Publifin et de la future offensive du PTB en Flandre. En d'autres mots, comme le PS et Ecolo, il est déjà en campagne électorale.

Nous croyons au contraire qu'un parti révolutionnaire, qui représente réellement les intérêts de notre classe, ne doit pas jouer dans le jeu de qui-est-le-moins-corrompu. La corruption est un des piliers du système capitaliste, nécessaire pour payer ses représentants à travailler au maintien de ce système de domination économique. Le porte-parole du PTB dénonce correctement les salaires des députés à la chambre, mais pas pour mobiliser les travailleurs dans la rue, mais bien vers les urnes. Pour la LCT, il est temps de construire un parti qui ne calque pas son agenda sur celui des élections, mais défend la mobilisation permanente avec comme objectif de renverser ce système capitaliste, et pas d'y participer pour le pousser plus à gauche.

Celui qui se bat peut perdre, mais celui qui ne se bat pas a déjà perdu.

Cette phrase de Bertolt Brecht résume bien l'idée que notre classe, si elle veut remporter des victoires, doit se battre, car les capitalistes sont toujours à l'offensive. Mais cette phrase nous dit aussi que notre classe peut perdre. Dans le monde, notre classe perd. Il n'existe actuellement aucun Etat où la bourgeoise ait été expropriée. Mais en Belgique, notre classe est sur la défensive, pas à l'offensive comme ailleurs dans le monde. Contrairement à ce que disent les bureaucrates syndicaux, ce n'est pas la faute des travailleurs, qui sont, eux, disposés à la lutte. Dans plusieurs secteurs, récemment, la combativité de notre classe a été exemplaire. Le problème, c'est qu'on se bat contre une armée bien organisée, sans armes et avec des généraux qui étudient, avec notre ennemi, la meilleure manière d'organiser notre défaite.

Il faut dénoncer nos hautes directions syndicales et exiger un plan de lutte. Mais cela ne suffit pas. Il faut s'organiser à la base et être conscients que les bureaucraties syndicales vont tout faire pour nous en empêcher, tout faire pour stopper les luttes. Elles vont même jusqu'à expulser les militants les plus combatifs.

Il nous faut prendre des initiatives pour soutenir et développer les mouvements en lutte qui existent. Nous devons soutenir la lutte des travailleurs sans-papiers pour leur régularisation, le mouvement pour le droit des femmes, les mouvements contre le racisme et la répression que ce soit en Belgique ou ailleurs dans le monde.

Ce n'est que par l'unité de tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans papiers, par delà les frontières, que nous pourrons stopper l'offensive. ■

1 La Libre 23/02/16
2 LeSoir en ligne 2/02/17
3 Syndicat, Edito 17/02/17
4 RTBF 12/01/17

Mettons fin aux oppressions : contre le racisme, le sexisme et l'homophobie !

Combattons la répression par la mobilisation !

La bourgeoisie nous enfonce dans sa crise. Imposons nos mesures ! Que les capitalistes payent !

Dump Trump

Les premiers pas de Trump



Donald Trump a entamé ses premières semaines en tant que président des Etats-Unis. On peut qualifier de différentes façons ce qui se passe ces jours-ci, mais certainement pas de tranquille.

D'une part, Trump a publié une salve de décrets (executive orders) sur divers sujets, en essayant de prouver qu'il voulait frapper vite et que ses propositions de campagne n'étaient pas que des promesses. D'autre part, la division entre les différents secteurs de la bourgeoisie étasunienne (et mondiale) s'est accentuée ; et il y eut – événement sans précédent dans l'histoire du pays pour un président qui vient de prendre ses fonctions – de nombreuses manifestations importantes dans tout le pays contre son gouvernement et contre certaines de ses mesures. Les Etats-Unis semblent être entrés dans une de ces périodes où l'histoire s'accélère et se concentre, et où se produisent des situations nouvelles et inimaginables.

Plusieurs articles de la LIT-QI ont analysé le fait que l'élection de Trump était l'expression d'éléments croissants de crise dans le système politique de la bourgeoisie impérialiste étasunienne et de ses deux partis (le républicain et le démocrate) ; que la base objective de ce processus était la détérioration continue des conditions de vie des travailleurs et des masses étasuniennes, et donc la fin du « rêve américain » (le progrès économique constant) pour les masses, gage de stabilité de ce régime. Cela se manifeste dans une méfiance croissante envers le système politique à deux partis, que de plus en plus de secteurs des masses voient comme le système du « 1 % riche » (comme disait le mouvement *Occupy*).

Dans le cas du parti démocrate, ce mécontentement se manifeste à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Tout d'abord, dans le score élevé de Bernie Sanders, qui se présentait comme « de gauche » lors des primaires. Par la suite, Sanders a abandonné ses adeptes, puisqu'il a appelé à voter pour Hillary Clinton et refusé de promouvoir une alternative indépendante, en faisant valoir que cela « ouvrirait la porte à Trump ».

L'apparition de Trump et sa victoire électorale s'expliquent comme une expression de ce processus, dont il a su profiter avec sa démagogie populiste, remportant la présidence avec le soutien d'une partiede l'électorat.

Nous publions sur notre site (onglet International / Etats-Unis) une série d'articles de Alejandro Iturbe, de la LIT-QI. Voici de larges extraits des deux premiers (du 24.2.2017 et du 2.3.2017).

Le profil de Trump

Nous devons qualifier politiquement et idéologiquement le gouvernement dirigé par Trump comme d'extrême droite, bien qu'il ne fasse pas appel à des méthodes fascistes. Il a commencé d'emblée à décharger des coups durs sur les masses. Mais il ne naît pas comme un gouvernement fort. Tout d'abord, à cause des divisions interbourgeoises qui s'y manifestent. Deuxièmement, pour avoir obtenu moins de voix populaires qu'Hillary Clinton et n'avoir comme base que 25 % de l'électorat potentiel. Troisièmement, pour n'avoir réuni que 40 % d'approbation dans les sondages au moment de son investiture, le pourcentage le plus faible pour un gouvernement fraîchement installé, depuis que cet indice est mesuré. Avant même son entrée en fonction, il a dû faire face à des protestations.

D'autre part, il a le soutien de certains secteurs bourgeois (comme nous le verrons par la suite), ainsi que d'une partie importante des travailleurs blancs, qui ont des espoirs en lui. Et il a aussi le soutien d'une partie importante de la bureaucratie syndicale (exprimé par la direction de l'AFL-CIO), tandis qu'une autre, sans le soutenir, reste passive ou paralysée.

Dès qu'il a eu les rênes en main, Trump a commencé avec une vague de décrets pour montrer que ce qu'il avait dit au cours de la campagne électorale n'était pas du blabla et qu'il agirait rapidement. Il y a là un facteur qui, sans être le centre des processus historiques, devient maintenant très important : le rôle des individus et de leur personnalité, dans la mesure où Trump dirige maintenant le gouvernement du principal Etat impérialiste. Trump arrive en politique "de l'extérieur" (c'est un *outsider*). Il est un important homme d'affaires qui a l'habitude de gérer de façon arbitraire ses entreprises et qui dispute avec acharnement les affaires et les parts de marché. Un profil psychologique qui s'est manifesté dans son émission de télévision *The Apprentice* (dans laquelle plusieurs candidats sont en compétition pour une place de cadre junior dans ses entreprises), quand il éliminait un participant avec la phrase « You are fired » (vous êtes viré).

Jusqu'à sa candidature en tant que précandidat présidentiel républicain, sa relation avec la politique impérialiste bourgeoise était de financer des candidats et d'acheter (ou de s'assurer) des mesures qui favorisent ses entreprises. C'est un homme de faible niveau de culture générale, qui ne comprend pas les facteurs structurels et superstructurels complexes qui se combinent dans la politique internationale et nationale, et qui ne connaît pas de l'intérieur les mécanismes de négociation permanente de la démocratie bourgeoise. Moins encore comprend-il les processus de la conscience des masses, en particulier ceux qui donnent lieu à la lutte de classes.

Trump et la bourgeoisie étasunienne

Au-delà de l'analyse de sa personnalité et des conséquences de sa politique, il faut se demander si Trump est "un fou en liberté" ou l'expression d'un secteur de la bourgeoisie étasunienne. Le cabinet qu'il a nommé accompagne, dans sa grande majorité, son profil idéologique, avec des figures ultraréactionnaires, xénophobes, machistes, anti-avortement et isolationnistes en politique extérieure. C'est notamment le cas de Steve Bannon, son principal assesseur, considéré comme le cerveau de son gouvernement.



Mais ces *étoiles montantes* sont l'expression d'un secteur de la bourgeoisie qui soutien le nouveau gouvernement. L'industrie pétrolière d'abord : son secrétaire d'Etat est Rex Tillerson, ancien président d'Exxon, la principale entreprise pétrolière du pays. Il compte aussi probablement avec l'appui de secteurs importants de la construction (la branche principale de ses propres entreprises), de la production agraire et d'une moyenne bourgeoisie industrielle, désavantagée par le transfert d'industries en Chine et dans d'autres pays. L'opposition de ces deux derniers secteurs contribua à la non-application de l'ALCA au début du 20e siècle ; et ils insistent maintenant sur une modification du cadre qui a généré la globalisation et les accords internationaux de libre-échange dans la structure économique du pays (réduction du poids de l'industrie et forte augmentation du secteur des finances et des services).

Dans cette tentative de revirement, même partiel, pour contrecarrer la dynamique des profonds processus de l'économie mondiale des dernières décennies, Trump s'appuie sur un élément de la réalité mondiale : les bénéfices de la globalisation pour les grandes entreprises multinationales semblent avoir atteint une limite.

Mais pour avancer sur ce terrain, il faut affronter des obstacles beaucoup plus complexes et importants. Les entreprises multinationales et globales dominent une grande partie des marchés de biens et services aux Etats-Unis et dans le monde. Elles sont difficilement disposées à céder du terrain sans combattre férocement pour défendre leur espace et leur domination.

Un exemple est celui du décret de la sortie des Etats-Unis du TTIP (Traité de Commerce et d'investissement du Pacifique) qui impliquait plusieurs des principales économies mondiales (Etats-Unis, Chine, Japon). Cette mesure a été durement critiquée par des politiciens et de grandes entreprises, car elle signifierait l'abandon d'un espace commercial privilégié.

Ce n'est donc pas par hasard que plusieurs de ces grandes entreprises, comme celles du pôle technologique de la Silicon Valley (un des secteurs les plus dynamiques de l'économie du pays) ou l'entreprise Ford, ont fait des déclarations critiquant durement les mesures de Trump. Et pas seulement les mesures concernant l'économie, mais essentiellement aussi, comme nous le verrons, les mesures politiques.

La crise ouverte avec le « muslim ban »

Les nombreux décrets émis par Donald Trump au cours de ses premiers jours de gouvernement concernaient un large éventail de thèmes. Certains de ces décrets furent avant tout symboliques (comme l'élimination de la page en espagnol et de celle consacrée au réchauffement global du site web de la Maison Blanche) ou idéologiques (comme l'approfondissement de la politique, déjà existante sous Obama, de ne pas financer avec des fonds fédéraux l'avortement légal). D'autres par contre ont bel et bien des conséquences pratiques, comme la construction d'un mur à la frontière mexicaine ou la sortie du TTIP.

Mais le décret qui a engendré une véritable crise fut celui connu sous le nom de « muslim ban » (veto aux musulmans), qui interdisait l'entrée aux Etats-Unis des citoyens issus de sept pays musulmans (Libye, Irak, Iran, Syrie, Somalie, Soudan et Yémen), y compris ceux qui avaient déjà acquis des visas d'entrée ou disposaient de permis de résidence dans le pays. Le décret s'est concrétisé dans la détention de personnes concernées dans les aéroports, dont certaines revenaient chez eux après un voyage à l'étranger. Il suspendait également pour 120 jours l'acceptation de réfugiés provenant de ces pays (avec beaucoup de conséquences dans le cas de la Syrie).

Tout d'abord, et au-delà de la réaction du mouvement de masse, cette mesure a approfondi la fissure entre d'importants secteurs bourgeois et Trump, comme nous venons de le voir. De grandes entreprises, comme celles de la Silicon Valley (parmi lesquelles Facebook et Apple) ont durement critiqué la mesure, tout comme Ford. La grande chaîne de cafétérias Starbucks a annoncé qu'en réponse au « muslim ban », elle contracterait 10.000 migrants.

Des milieux bourgeois très importants, comme le *New York Times*, le *Washington Post* et la chaîne NBC ont également critiqué ce décret et donné une ample couverture médiatique aux manifestations. (Le Washington Post les a même retransmises en direct sur sa page web). D'autres médias, comme



Sans papiers
Sans peur

The Guardian, en sont venus à parler de la nécessité d'une « résistance pacifique massive » pouvant aller jusqu'à la grève générale si Trump persistait à l'appliquer.

Le deuxième aspect concerne le fait que cette mesure a engendré une crise institutionnelle avec une partie du système judicaire du pays. En quelques jours, deux juges ont émis des avis allant à l'encontre du décret et ordonné qu'il ne soit pas appliqué.

Ce qui est certain, c'est que ces décisions ont généré un véritable chaos dans l'application du « muslim ban ». Les politiques locales (dépendantes des municipalités), se divisent, selon l'orientation donnée par les maires, entre celles qui ne l'appliquent pas et celles qui le font. Il s'est passé la même chose avec les autorités aéroportuaires. De son côté, le DHS (Département de la Sécurité Intérieure, un organisme fédéral) s'est discipliné à Trump et l'a mis en application. Tout cela s'est passé dans le cadre de mobilisations contre la mesure, qui ont encerclé les aéroports et, dans le cas de l'aéroport JFK (New York), avec une grève du syndicat des taxis et l'affluence de nombreux avocats venus assister gratuitement les détenus. Même Sally Yates, procureur fédéral des Etats-Unis, a ordonné aux avocats du département de la Justice de ne pas donner suite à cet ordre, le considérant « inappropriée ». Elle fut relevée de ses fonctions par Trump peu de temps après.

Avec son style de fanfaron, Trump a attaqué James Robert dans plusieurs twittes : « *l'opinion de ce supposé juge, qui nous empêche basiquement d'appliquer la loi, est ridicule et sera annulée* ! ». Jusqu'à présent, il a cependant subi plusieurs revers judiciaires et divers recours en appel par plusieurs Etats (comme Washington et la Californie) ont ratifié la non-application de la mesure. Au-delà de son ton arrogant, ce qui est sûr, c'est que cette « rébellion judiciaire » et surtout la mobilisation des masses ont obligé Trump à reculer et à suspendre la mesure, infligeant un premier revers à son gouvernement.

Il est clair que le gouvernement ne se considère pas vaincu et il a déjà annoncé qu'il suivra la "voie judiciaire », ce qui signifie que la question sera définie légalement par la Cour Suprême. La question est qu'actuellement cette Cour est composée de huit membres, et les analystes estiment qu'un vote donnerait aujourd'hui une égalité de 4 voix en faveur de Trump et quatre contre. Trump est confiant dans le fait que le Congrès approuvera son candidat Neil Gorsuch comme nouveau membre manquant et qu'il parviendra ainsi à avoir la majorité à la Cour et une décision favorable à l'application de son décret. Mais son propre candidat l'a critiqué, affirmant que son action « affaiblit et démoralise le système judiciaire ».

Même si le décret était approuvé par la Cour Suprême, cela n'éliminerait pas deux éléments. D'un côté, l'important coût politique et institutionnel qu'il payera pour cela. De l'autre, le fait que les organisations qui ont appelé aux mobilisations dans les aéroports ont déjà annoncé qu'elles recommenceraient si de nouvelles détentions et interdictions d'entrées dans le pays devaient se reproduire.

Caterpillar : une fermeture silencieuse...

Début septembre 2016, la direction de Caterpillar annonce la fermeture de son site à Gosselis. La direction de l'entreprise et la fédération Agoria parlent de la suppression de 2.000 emplois directs et 3.600 emplois indirects, mais ces chiffres ne prennent pas en compte d'autres petites entreprises, liées ou dépendantes de Caterpillar. Sans parler de tout le tissu économique autour de l'entreprise et dans la région.

Une décision inattendue

La décision du groupe a surpris l'ensemble des travailleurs de l'usine, et la population en général. En effet, il s'agit d'une entreprise qui est loin d'être en faillite, dont les dividendes aux actionnaires ne font qu'augmenter ; une entreprise moderne qui avait bénéficié d'aides à l'emploi, en dépit d'avoir licencié déjà 1.400 travailleurs en 2013 pour « sauver le site ». Et ne parlons pas des intérêts notionnels. Bref, une entreprise qui ferme un site pour diminuer ses coûts et augmenter encore les dividendes aux actionnaires.

Lors de cette annonce, les gouvernements fédéral et régional, ainsi que les dirigeants de plusieurs partis politiques, se lancent dans une pléthore de déclarations, les unes plus radicales que les autres, pour parler d'actions judiciaires contre Caterpillar,[1] de « récupération », « appropriation », « nationalisation » ou même « expropriation » afin de sauvegarder l'outil et les terrains. Un mois de septembre chaud, au point que, lors de la manifestation du 16 septembre à Charleroi, le président de la fédération des métallos du Hainaut-Namur, Antonio Cocciolo, parlait d'un impact au-delà de la seule entreprise, envisageant que cette « lutte » pouvait ne signifier rien moins que la chute du gouvernement.[2]

Cependant, après quelques semaines, le calme est revenu pour ces politiciens et ces dirigeants syndicaux. Plus de déclarations, plus d'expropriations. Tous ces discours se sont avérée vides, au point que, lorsque la direction de Caterpillar décline « l'invitation » à s'exprimer devant la commission économique et des affaires sociales de la Chambre, les représentants de ces mêmes partis, qui parlaient d'imposer, d'obliger, de forcer, d'exproprier la multinationale sur base de la loi bourgeoise, se limitent à « se trouver perplexes », et ils attendent que ces messieurs de Caterpillar veuillent bien, une prochaine fois, avoir l'amabilité de rencontrer les parlementaires pour s'expliquer. On est loin des premières déclarations. Si ces politiciens n'utilisent même pas « leur loi » pour convoquer la direction de l'entreprise, on est en droit de conclure qu'ils ne l'utiliseront pas non plus pour s'approprier du terrain et des machines. Quant au président de la fédération des métallos, Antonio Cocciolo, il déclare la « rupture de confiance » avec le patronat de Caterpillar.

Une réponse, inattendue elle aussi

Contrairement au président des métallos de la région, notre confiance dans le patron ne s'est pas rompue, puisque nous n'en avons jamais eu. Nous n'avons confiance dans aucun patron, encore moins un patron de multinationale. Le seul objectif de la direction de Caterpillar est de garantir les bénéfices pour les actionnaires et d'être bien payés pour faire ce boulot.

La fermeture de l'entreprise a été un coup dur et important dans la région. C'était inattendu, mais la réponse des responsables syndicaux l'est elle aussi. Face à l'annonce, les responsables syndicaux (FGTB et CSC) se sont empressés à appeler au calme. Pas de mouvement de grève, malgré l'arrêt de travail des ouvriers. Le 16 septembre, lors d'une manifestation à Charleroi, la secrétaire de la CSC, Marie-Hélène Ska, invite depuis la tribune les travailleurs de Caterpillar à *« bien travailler »*, à « *montrer que nous savons continuer à faire ce que nous avons toujours fait, travailler, travailler convenablement ».* Comme si les actionnaires et les dirigeants de la multinationale ne savaient pas que c'était une de ses usines les plus performantes et productives.

Le fait est qu'il n'y eut pas de mobilisation importante. Un silence entourait le conflit, et les responsables syndicaux se disaient satisfaits avec l'application de la procédure Renault. Les travailleurs étaient même appelés à remplir le cahier de charges, pour faciliter la négociation. L'usine sera bien fermée et les licenciements commencent dès le mois d'avril. S'il est vrai que les travailleurs ont reçu d'importantes indemnités, 6000 emplois sont perdus et l'usine sera démantelée. Cela dans une région déjà frappée par le chômage et la désindustrialisation.

Nous ne pouvons pas attendre des promesses des politiciens ou des bureaucrates syndicaux ; ce n'est pas avec des lois votées dans les parlements qu'on défendra l'emploi.

C'est à nous de créer un rapport de forces par l'organisation de la mobilisation, pour la défense de notre travail et de l'outil.

____

1 Déclarations de Charles Michel à la Chambre, voir *Le Soir*, 09/09/2016.

2 Voir *Le Soir*, 06/09/2016. Tout au long du mois de septembre, la presse se fait écho de ces discours, de dirigeants du MR, PS, CDH, PTB et d'autres dirigeants liés à la structure syndicale.

Suite de la dernière page

Une étincelle prête à exploser

En Russie, la guerre et la mobilisation des travailleurs au front avait notablement augmenté l'entrée des femmes dans les usines. Au début de la guerre, un tiers des travailleurs industriels étaient des femmes. En février 1917, pour Petrograd seulement, ce nombre avait augmenté à 47% de la force de travail. Les femmes travailleuses étaient majoritaires dans l'industrie textile, du cuir et du caoutchouc, et dans beaucoup de secteurs dont elles étaient jusqu'alors exclues, tels que le transport, la typographie ou l'industrie métallurgique. Elles devaient pourvoir leurs enfants en pain et, avant d'aller à l'usine, faisaient d'interminables files pour avoir un peu de nourriture, dormant souvent dehors en plein hiver russe. Depuis 1916, les femmes et les ouvrières avaient organisé des rébellions à cause de la pénurie de pain et de charbon, des grèves pour les salaires, pour la réduction des heures de travail et contre les tracasseries des patrons et des contremaîtres, mais début 1917, la situation était très tendue : la vague patriotique du début de la guerre s'était éteinte face à l'immensité du désastre militaire et sous la pression du manque de nourriture et de charbon. Cela a mené les femmes à remettre en question le pouvoir politique, transformant graduellement les grèves à caractère économique en grèves politiques. Selon ce qui est relaté par la police de l'époque, les femmes « sont un matériau inflammable qui n'a besoin que d'une étincelle pour exploser ».

Des femmes bolchéviques agissaient parmi elles, recrutant dans les quartiers les plus pauvres et leur dédiant des publications spécifiques. De fait, le Parti bolchévique développa un travail sérieux et méthodique pour organiser et conquérir les travailleuses : depuis 1913, la Pravda, le journal bolchévique, publiait une page dédiée aux problèmes des femmes ouvrières ; à peine un an plus tard, il estima essentiel de faire paraître un journal destiné aux femmes, Rabotnitsa, qui faisait face aux problèmes spécifiques des femmes travailleuses, en les liant à la lutte des travailleurs contre le capitalisme et en barrant la route à toute collaboration avec le féminisme bourgeois. En 1915 déjà, la bolchévique Inès Armand écrivait dans la revue Rabotnitsa : « *Les femmes doivent remplir un rôle significatif dans la lutte pour la nourriture. La lutte pour augmenter les salaires et réduire la charge horaire n'est possible qu'avec la pleine participation des travailleuses. La tâche consiste à augmenter la conscience de classe de ces femmes.* »

En même temps, elle exhortait les travailleurs : « *Camarades, n'oubliez pas que la cause des femmes travailleuses est également votre cause. Aussi longtemps*

« *La législation sur l'avortement en Pologne est une des plus restrictives en Europe. Quand le gouvernement a voulu s'en prendre à cette loi, il y a eu une mobilisation sans précédent. Cent mille femmes ont investi l'espace public et trente mille autres ont fait grève. Face à la pression populaire, le gouvernement a finalement abandonné son idée. Mais cela prouve que nos acquis sont fragiles. C'est aussi pourquoi nous avons décidé de descendre dans la rue aujourd'hui : nous voulions à nouveau faire entendre notre voix pour que nos droits soient garantis.* »

Ana Kiesjna, une militante polonaise pour le droit à l'IVG, qui participait avec de nombreuses autres femmes à la manifestation du 8 mars à la place Schuman à Bruxelles.



que les masses de femmes ne seront entrées dans vos organisations, aussi longtemps qu'elles ne se seront attirées vers votre mouvement, ce sera un énorme obstacle sur votre chemin. »

La propagande bolchévique fut en ce sens d'une importance vitale, de par le fait qu'en Russie, les femmes représentaient un des secteurs les plus opprimés de la classe ouvrière. Au-delà des agressions les plus brutales de la part des employeurs, elles étaient attaquées culturellement et intellectuellement, opprimées dans le cadre domestique. C'est pour cela que lorsqu'elles se rebellèrent contre leur situation, quand elles se libérèrent de ce terrible fardeau représenté par leur rôle social et économique, elles parvinrent à aller très loin : elles ne rompirent pas leurs chaînes graduellement mais de manière explosive, et pas une chaîne après l'autre mais toutes dans leur totalité. Elles devinrent l'opposé de ce qu'elles avaient été jusqu'alors : elles avaient été le secteur le plus modéré et le plus peureux ; elles devinrent le plus radical et le plus audacieux. La haine de l'ancien régime, qui les obligeait à rester en marge de la vie sous tous ses aspects, était immense, et elles n'étaient pas disposées à revenir à la situation antérieure.

Le début de la révolution

Le 23 février 1917 fut décidé pour la célébration de la femme travailleuse, mais personne n'imaginait que les manifestations déjà prévues allaient signifier le début d'un tel processus révolutionnaire qui entra dans l'histoire comme la Révolution de février. Trotsky, dans son Histoire de la Révolution Russe, parle de la participation des femmes travailleuses dans les évènements de février 1917 :

« *On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette " Journée des Femmes " pût inaugurer la révolution.* » La grève n'était pas prévue parmi les possibilités de manifestations, pas même par les organisations bolchéviques : « *Pas une organisation ne préconisa la grève pour ce jour-là. Bien plus, une organisation bolcheviste, et des plus combatives, le Comité du rayon essentiellement ouvrier de Vyborg, déconseillait toute grève. L'état d'esprit des masses d'après le témoignage de Kaïourov, un des chefs ouvriers du rayon, était très tendu et chaque grève menaçait de tourner en collision ouverte. Mais comme le Comité estimait que le moment d'ouvrir les hostilités n'était pas encore venu – le parti n'était pas encore assez fort et la liaison entre ouvriers et soldats étant trop insuffisante – il avait donc décidé de ne point faire appel à la grève, mais de se préparer à l'action révolutionnaire pour une date indéterminée.* »

La veille du 23 février, les ouvrières du textile du quartier de Vyborg se rassemblèrent pour une manifestation contre la guerre et contre la pénurie de nourriture et de ressources. Même en sachant que sans les travailleuses la révolution ne pourrait avoir lieu, beaucoup de révolutionnaires pensaient que les travailleuses n'avaient pas la capacité de s'organiser et d'être activistes au sein des usines. Cependant, au cours de la réunion, le métallurgiste Kajurov, un des bolchéviques qui les considérait comme émotives et indisciplinées, pris la parole. Dans son discours, il reconnut la valeur de leur travail, s'attarda sur leurs revendications spécifiques et sur celles en lien avec la guerre ; il leur demanda de travailler avec le parti et de se discipliner aux indications du parti. L'intention était, de manière évidente, de les dissuader de continuer les manifestations. En cette occasion, aucune ne le contredit ; cependant, quelques heures plus tard, ces mêmes travailleuses organisèrent une grève générale qui conduirait à la chute du Tsarisme.

“ Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain. Autant demander du lait à un bouc. Dans divers quartiers apparurent des drapeaux rouges...” Elles abandonnèrent le travail, de divisèrent en groupes pour obtenir l'adhésion d'autres usines, principalement des usines métallurgiques, considérées comme l'avant-garde de la classe ouvrière. En même temps, de fait, la direction des Ateliers métallurgiques Putilov avait répondu par la suspension des activités en faveur des revendications salariales des travailleurs : plus de 20.000 travailleurs entrèrent en action aux côtés des ouvrières du textile.



Nous voulons rester en vie / Nous, les femmes, on fait grève - Madrid 8 mars / Ni une en moins

Les femmes n'acceptaient pas de réponse négative de la part des autres travailleurs : là où elles n'étaient pas entendues, elles lançaient des pierres, des boules de neige, des bâtons enflammés contre les portes et les fenêtres, et elles occupaient les installations. Alors qu'elles se déplaçaient à travers le district, la police et les troupes arrivèrent. La première escarmouche se termine par des morts et des blessés, mais les ouvrières dressèrent des barricades tout en exhortant les soldats à ne pas tirer. Beaucoup de soldats les connaissaient de par leurs expériences passées dans les garnisons. Zhenya Egorova, du Parti bolchévique de Vyborg, tenta de communiquer avec les cosaques : en fin de compte, les soldats n'étaient que des paysans en uniforme. Quand ces derniers répondirent que les hommes n'avaient pas à obéir aux femmes, elle contesta, affirmant que ses frères étaient au front. Tout à coup, les fusils des cosaques s'abaissèrent : les femmes avaient ouvert une brèche dans la force la plus fidèle au Tsar.

Selon Trotsky : « *Dans ces rencontres entre soldats et ouvriers, les travailleuses jouent un rôle important. Plus hardiment que les hommes, elles s'avancent vers les rangs de la troupe, s'agrippent aux fusils, supplient et commandent presque : " Enlevez vos baïonnettes, joignez-vous à nous ! " Les soldats s'émeuvent, se sentent tout penauds, s'entre-regardent avec anxiété, hésitent encore ; l'un d'eux, enfin, se décide avant les autres et les baïonnettes se relèvent dans un mouvement de repentir au-dessus des épaules des assaillants, le barrage s'ouvre, l'air retentit de hourras joyeux et reconnaissants, les soldats sont entourés, de toutes parts s'élèvent des discussions, des reproches, des appels ; la révolution fait un pas de plus.* »

A partir de ce moment, la mobilisation ira crescendo, s'étendant à d'autres quartiers et unissant des milliers de travailleurs. A la fin de la journée, 20% de Petrograd et 30% des usines de textile étaient en grève.

Le rôle des femmes dans la lutte pour le socialisme

« *Il est donc évident que la Révolution de février a commencé d'en bas, en surmontant la résistance des organisations révolutionnaires elles-mêmes ; avec la particularité que cette initiative spontanée fut réalisée par la partie la plus opprimée et inhibé du prolétariat : les travailleuses de l'industrie textile, parmi lesquelles on peut supposer qu'il y avait beaucoup d'épouses de soldats.* » De cette seule phrase de Trotsky, on peut recueillir diverses leçons qui se dégagent de *l'étincelle* de la Révolution de février.

Il n'y a pas de doute que c'est le rôle joué par les femmes prolétariennes, au cours de la Révolution de février 1917 d'abord, puis de celle d'octobre, qui attire la plus grande attention. En général, l'histoire bourgeoise tend à diminuer ou à masquer le rôle actif des femmes, même si celles-ci interviennent dans un contexte révolutionnaire : les seuls témoignages de *l'étincelle* de février 1917 viennent en fait de Trotsky et de Kollontaï, deux auteurs qui ont étudié avec attention le processus révolutionnaire russe.

L'attitude bourgeoise envers les femmes a comme objectif de les démoraliser en leur montrant l'impossibilité de la révolution en général, et leur rôle actif en particulier. Cela permet de proposer aux femmes d'autres solutions à leur statut d'opprimées, telles que celles proposées par le féminisme bourgeois, des solutions qui toutefois s'avèrent être des voies sans issue, des illusions. Il incombe aux marxistes révolutionnaires de reconstruire correctement les faits et de les analyser d'un point de vue de classe, afin d'aider les prolétaires à comprendre que, au-delà des difficultés, il est possible de vaincre le capitalisme, et que dans cette lutte, la participation active des femmes est indispensable.

Quand Lénine a dit « *qu'il n'existe pas de questions spécifiques des femmes* », il n'a certainement pas l'intention de sous-estimer ou de dévaloriser la question de l'émancipation de la femme. Au contraire, il a voulu affirmer le principe révolutionnaire qu'il n'existe pas de problèmes d'intérêt des femmes qui ne soient pas en même temps une question sociale plus large, d'une importance vitale pour le mouvement révolutionnaire et pour laquelle doivent combattre les hommes et les femmes. Le thème de l'oppression de la femme ne peut pas être séparé de la lutte plus large pour le socialisme, et il incombe aux femmes de jouer le rôle principal et d'organiser, en ligne avec l'avant-garde communiste du prolétariat, les conditions de leur propre libération.

Un autre motif de réflexion présent dans l'expression de Trotsky est lié à la spontanéité des mouvements et de la nécessité du parti révolutionnaire. Il ne fait aucun doute que *l'étincelle* révolutionnaire fut spontanée et qu'en février 1917, la direction du Parti bolchévique à Petrograd a sous-estimé la colère des travailleuses du textile, en pensant qu'il suffirait d'un simple discours pour les faire rentrer dans les rangs. Cependant, même quand les femmes en action ne disposaient pas d'un plan d'action spécifique au-delà de la demande pour du pain et du charbon, les militants bolchéviques se sont rendus compte qu'ils faisaient face au début d'un processus révolutionnaire, et ils sont parvenu à en prendre la direction avec leurs slogans et leur programme.

Cette leçon est bien d'actualité : le système social, économique et politique dans lequel nous vivons (le capitalisme) n'est plus en mesure d'offrir le moindre progrès à la société. S'il y avait une époque où chaque génération pouvait aspirer à une amélioration sociale par rapport aux générations précédentes, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les salaires ne font que baisser ; le travail est de plus en plus précaire ; il y a environ deux millions de chômeurs ; le bien-être (santé, pensions, éducation, transports), privé de tout intérêt de la part des patrons, est souvent laissé complètement à l'abandon. Dans ce contexte la violence contre les femmes, les immigrés et les homosexuels augmente, et ils sont doublement victimes dans cette société : de l'exploitation et de l'oppression. Il y a cent ans, en 1917, en Russie, les travailleurs sont parvenus à renverser le capitalisme avec leurs luttes et la révolution, montrant ainsi que le pouvoir ne doit pas être pour toujours et nécessairement dans les mains des patrons. Mais si le socialisme, bien que difficile à construire, est la seule alternative à ce système social pourri, nous devons être conscients qu'il ne se fera pas automatiquement. Il faut un parti des travailleurs, un parti différent parce qu'orienté par un projet de renversement de cette société. Aucune révolution victorieuse dans l'histoire n'a eu lieu spontanément et en absence d'une organisation pour la lutte, en absence de militants qui s'engagent quotidiennement dans leur lieu de travail et dans la société, pour construire une résistance aux politiques des gouvernements bourgeois en faveur des patrons, pour gagner d'autres camarades pour le combat. ■

Laura Sguazzabia, de la direction du Partito di Alternativa Comunista, la section italienne de la LIT-QI.

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal ***En Lutte*** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de *20 EUR pour 10 numéros.*

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs BE06 9731 2913 4922* avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe Rue de l'Elan 73 - Bte 10 1170 Watermael- Boitsfort

8 mars 1917: l’étincelle de Février



Le 8 mars 1917 (23 février selon le calendrier julien en vigueur en Russie à l’époque), à Petrograd, un important groupe de femmes sort dans la rue pour exiger à grands cris la fin de la guerre. Selon Alexandra Kollontaï, une des principales dirigeantes du Parti bolchévique d’alors :

« Ensuite est arrivée la grande année 1917. La faim, le froid et les épreuves de la guerre ont brisé la patience des ouvrières et des paysannes de Russie. Le 8 mars (23 février) 1917, elles sont hardiment sorties dans les rues de Petrograd. Ces femmes, ouvrières et femmes de soldats, exigeaient du ‘pain pour nos enfants’ et le ‘retour de nos maris des tranchées’. (...) Ce jour-là, les femmes russes ont soulevé la torche de la révolution prolétarienne et ont initié les hostilités.
La Révolution de février a débuté ce jour-là. »

Lire la suite sur la page 9